

Programme d'appui à la production alimentaire pour la résilience et la cohésion sociale des communautés affectées par les crises récurrentes en République centrafricaine

Pourquoi ?

La crise a affaibli considérablement les capacités productives et a désorganisé les filières d'approvisionnement des marchés, engendrant une grave crise alimentaire dans tout le pays. En dépit de l'aide d'urgence fournie ces derniers mois, la situation agricole et les moyens d'existence des populations demeurent sévèrement fragilisés par la situation sécuritaire, aboutissant à une production de la campagne 2014 largement en-deçà de la moyenne annuelle d'avant la crise (- 58 % pour la production vivrière selon la FAO) et à une vulnérabilité alimentaire au moins au même niveau d'alerte qu'en 2013.

Durée de mise en œuvre estimée : 36 mois

Coût total estimé : 10 000 000 euros

Quoi ?

L'objectif global de l'action est ainsi **l'amélioration durable de la sécurité alimentaire et nutritionnelle en République centrafricaine à travers un appui à la relance de la production alimentaire, de la gestion des enjeux intercommunautaires et du renforcement des capacités institutionnelles.**

Comment ?

Selon une approche dite "par le bas", la présente action a pour ambition de devenir plus qu'un programme sectoriel et de dynamiser le dialogue intercommunautaire, participer à la cohésion sociale et renforcer les capacités des organisations paysannes. Ce programme se compose de trois volets gérés et mis en œuvre par des ONG internationales et des organisations locales. Ainsi, le premier volet vise la résilience des populations en matière de sécurité alimentaire, grâce au déploiement de "caisses de résilience" basées sur un système intégré de "champs-écoles paysans" dans les préfectures d'Ouam-Pendé, de Nana-Gribzi et de Kémo, et en zone forestière humide. Le deuxième volet se consacre quant à lui à l'accompagnement des activités de pastoralisme, dans les préfectures de Ouam-Pendé, Ouam, et de Bamingui-Bangoran, via la réorganisation des réseaux de transhumance et le développement de services vétérinaires, contribuant ainsi à l'approvisionnement en viande du pays. Enfin, le troisième volet concerne l'établissement de filières vivrières et maraîchères, mais aussi de petit élevage, dans l'agglomération de Bangui, et ce, en étroite relation avec les autorités locales.

Résultats escomptés :

- ✓ Le renforcement de la résilience alimentaire et économique de 10 000 foyers à travers la mise en place de caisses de résilience.
- ✓ La réorganisation de réseaux de transhumance par des activités de "cattle for work" et le rétablissement de services vétérinaires de proximité.
- ✓ La mise sur pied de filières maraîchères et de petit bétail permettant l'amélioration des indicateurs de sécurité alimentaire de la population de Bangui.
- ✓ L'intégration d'acteurs au niveau local et régional dans une perspective de résilience et de durabilité.